

**REUNION D'ECHANGES
ENTRE L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)
ET LES ACTEURS RHONALPINS**

16 septembre 2011 à Lyon – RESACOOP



FOIRE AUX QUESTIONS / FAQ

1. Quel pourcentage de l'Aide publique au développement (APD) gérée par l'Agence française de développement (AFD) est réservé aux ONG ?

En 2010, les engagements de l'AFD s'élevaient à 6,8 milliards d'euros, essentiellement sous forme de prêts. Sur 478 millions € de subventions qui lui sont allouées par l'Etat, 42 millions ont été destinés aux ONG, soit 8,8 %.

Pour plus d'informations, voir le [rapport d'activités 2010 de l'AFD](#).

2. Quel est le rôle des agences locales de l'AFD ?

Les agences locales de l'AFD se trouvent dans les pays d'intervention de l'AFD en Afrique, Asie, Moyen-Orient, Amérique Latine et Caraïbes ainsi que dans les territoires d'Outre-mer, et composent un réseau d'une soixantaine d'agences. Leur rôle principal est le dialogue avec les gouvernements des pays et avec les acteurs du territoire. Ce dialogue permet à l'AFD de mettre en œuvre des projets qui émanent de la demande des différents partenaires du Sud (Etat, entreprises, ONG, collectivités locales, etc.).

3. Quel est le champ d'intervention de PROPARCO au Sud ?

PROPARCO, filiale de l'AFD, finance les entreprises du Sud sous forme de prêts non concessionnels, de garanties et de prises de participation et permet d'avoir un champ d'action plus élargi que le champ d'action sectoriel et géographique de l'AFD.

4. Quelle stratégie adopte l'AFD avec les Etats considérés comme peu démocratiques dans lesquels la société civile pourrait jouer un rôle important ?

L'AFD vise à renforcer les capacités des Etats dans la gestion de leurs politiques publiques et à les appuyer dans une démarche de développement des synergies entre les différents acteurs présents sur le territoire. Cela contribue indirectement à renforcer la société civile. Par ailleurs, à travers les financements « initiatives ONG », l'AFD finance des projets de la société civile des pays du Sud, notamment sur les thématiques de promotion de la gouvernance démocratique et des droits de l'Homme.

5. Quels sont les mécanismes de financement mis en place par la Division des partenariats avec les ONG (DPO) ?

La Division des partenariats avec les ONG (DPO) gère le cofinancement des « initiatives ONG ». Les mécanismes de financement sont subdivisés en :

- Subventions pour les **projets/programmes d'intervention locale**, qui comprennent les projets de terrain, les conventions programme et les programmes concertés pluri-acteurs (PCPA). Le Comité ONG, délégation du Conseil d'administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG est en charge de l'octroi des financements. A titre d'exemple, la Croix Rouge française a reçu une subvention de 342 567 € pour la réalisation d'un projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, ainsi que des pratiques d'hygiène pour les populations du Plateau Batéké (République démocratique du Congo).
- Subventions pour les projets/programmes **d'intérêt général**, qui comprennent la structuration du milieu associatif et l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Les interventions d'intérêt général portent sur des thématiques globales ou sociétales et visent un public résidant au Nord, et en France plus particulièrement. L'AFD finance, par exemple, le projet « Commerce et politiques agricoles : appui à la promotion d'une agriculture et d'une alimentation durables par les ONG françaises » présenté par le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) avec une contribution de 114 055 €.

De plus la Division des partenariats avec les ONG (DPO) coordonne la **Facilité d'innovation sectorielle des ONG (FISONG)**, mise en place pour la Direction de Stratégie. Cet instrument, dont l'enveloppe annuelle est de 5 million d'euro, est dédié au financement d'opérations novatrices portées par des organisations de solidarité internationale sur des thèmes définis conjointement par les départements sectoriels de l'AFD et les ONG. L'« Alimentation des villes : transformation et commercialisation des produits agricoles » était le thème du dernier appel à propositions 2011. Dans la sélection finale, par exemple, FERT-Organisation professionnelle agricole française de coopération internationale pour le développement rural- a été financé à hauteur de 625 000 € pour le projet « PROLAIT » : Produits laitiers pour tous, à Madagascar.

Pour plus de détails, vous pouvez accéder au diaporama [« L'AFD et le cofinancement des projets ONG »](#) sur le site de RESACOOP.

6. Quels sont les critères d'éligibilité ?

Le demandeur doit être une association loi 1901, qui est constituée et qui travaille dans le secteur de la solidarité internationale depuis au moins 3 ans, qui dispose d'une vie associative réelle, qui possède une bonne gouvernance, des capacités financières avérées et qui est à jour des comptes-rendus techniques et financiers liés à des financements octroyés par l'Agence (ou précédemment par la Mission d'Appui à l'Action Internationale des ONG-MAAIONG).

7. Quels sont les critères de sélection des projets ?

Les projets sont sélectionnés sur la base des critères suivants :

- résultats et impacts en termes de développement social et/ou économique et/ou gouvernance.
- adéquation entre objectifs et moyens
- capacités de gestion et opérationnelle de l'ONG et de son partenaire
- qualité du partenariat, appropriation et pérennité
- cohérence avec les politiques nationales sectorielles
- critères environnementaux et sociaux : lutte contre la pauvreté, genre, respect des normes sociales et environnementales.

8. Quel est le budget moyen des projets subventionnés par la Division des partenariats avec les ONG (DPO) ?

Le montant moyen des subventions sur 3 ans était de 350 000 euros en 2009 et de 650 000 € en 2010. Cette moyenne n'est pas un critère d'éligibilité car il n'existe pas de seuil pour le montant des projets financés par l'AFD, mais les projets de grande envergure sont privilégiés. Le taux de cofinancement est de 50% pour un projet et de 60% pour une convention programme.

9. Où les ONG peuvent-elles trouver des ressources et un appui concernant ce qui touche à l'AFD ?

L'interface officielle entre les ONG et l'AFD est la plateforme Coordination Sud (<http://www.coordinationsud.org/>).

Sur le site de l'AFD (<http://www.afd.fr/home>), les ONG peuvent également trouver des informations utiles. Par exemple il est possible de télécharger la guide méthodologique "[Le cofinancement des projets et programmes des Organisations Non Gouvernementales](#)".